



PressMob

Édition écrite

Urgence climatique et biodiversité (2^e partie)

NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE CELA

Marc Brullemans

Ph.D. Biophysique

Collectif scientifique sur les enjeux énergétiques au Québec

Corédacteur du Plan de la DUC

« Il y a une dizaine d'années [...], les scientifiques nous disaient que l'on se dirigeait vers un monde où les températures allaient augmenter de 4 à 5 degrés C. À la conférence de Charm El-Cheikh, l'A.I.E. nous dit ça va être plus de l'ordre de de 1,7 degré ; les Nations Unies nous disent que c'est peut-être 2,4. (...) C'est beaucoup moins que le 4 ou 5 où on se dirigeait il y a dix ans. » - Steven Guilbeault, ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Radio-Canada, [Les faits d'abord, émission du 10 décembre 2022](#).

Si le ministre le plus important du gouvernement canadien, selon ma compréhension des enjeux, s'exprime correctement en évoquant le réchauffement planétaire au lieu des nébuleux changements climatiques, on ne peut que s'attrister du ton et de la visée des propos qu'il tient.

En amenuisant la situation, en instrumentalisant les scientifiques, en utilisant comme à [Tout le Monde en Parle](#) le mot "études", sans préciser leur teneur, le ministre Guilbeault, à l'instar d'autres porte-parole, ne fait que rendre la lutte pour la préservation du climat plus difficile encore. Nous avons besoin d'idées claires et non pas d'une suite d'assertions, prises ça et là, assemblées pour faire une belle histoire.

Revenons donc aux faits et à la science: la situation sur le plan climatique est-elle meilleure aujourd'hui qu'il y a 10 ans ou 30 ans?

S'il est vrai que les chefs d'État, en général, se préoccupent plus du dossier climatique aujourd'hui qu'il y a 30 ans et

qu'ils tentent plus résolument de fixer des objectifs de réduction de gaz à effet de serre, il est aussi indéniable que depuis 30 ans nous avons émis plus de CO₂ et plus de GES que jamais auparavant, et que d'une décennie à l'autre, nous n'avons pu juguler nos émissions. En fait, si l'on compare les décennies 1992-2001, 2002-2011 et 2012-2021, les émissions mondiales ont cru en moyenne de 20% dans les années 2000 et de 15% dans les années 2010. Si ces inventaires sont exacts, l'augmentation de nos émissions de GES semble faiblir, mais si l'on compare pour les mêmes périodes [la concentration de CO₂ dans l'atmosphère](#), nous obtenons le tableau suivant:

Année	Moyenne annuelle CO ₂ (ppm)*	Augmentation des derniers 10 ans (ppm)
1991	355,4	15,3
2001	370,6	15,2
2011	390,6	20
2021	414,7	24,1

*Parties par million

On constate aisément que le principal facteur causant le réchauffement planétaire, soit la concentration dans l'atmosphère du CO₂, principal gaz à effet de serre, croît de plus en plus rapidement depuis 1990. En 2015, année de l'Accord de Paris, la concentration de CO₂ a même bondi de presque 3 ppm. Alors, d'où provient la bonne humeur de

nos dirigeants?... Elle provient du fait que réalité et fiction sont de moins en moins différenciées.

Réalité ou fiction?

Distinguons déjà valeurs estimées ou calculées et valeurs mesurées. S'agit-il ici de valeurs calculées ou mesurées? Pour les concentrations de CO₂ du tableau précédent, assurément de valeurs mesurées, par différents instruments un peu partout sur le globe, mais pour les valeurs des hausses de température en 2100 de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ou de l'ONU, il s'agit de valeurs calculées, car on ne peut, bien sûr, mesurer l'avenir. Il s'agit donc de prévisions ou de prédictions. Et l'on ne peut mettre les premiers nombres et les seconds sur un même pied. Évidemment, si l'on dispose d'un modèle explicatif et surtout représentatif de la réalité, on peut prévoir justement les choses. Il en est ainsi de l'heure du lever de Lune le 1 janvier 2050, mais pour les valeurs de 1,7 et de 2,4 degrés citées plus avant, qu'en est-il?...

Les hausses de température pour la fin du siècle dont le ministre fait mention sont des valeurs calculées à partir des promesses de réductions soumises à l'ONU par les différents États et à partir de modèles climatiques (lire [cet excellent article du groupe carbone 4](#)), le tout mis en mots par une organisation comme l'Agence Internationale de l'énergie.

Dans le [dernier résumé](#) de l'ONU préparé pour la COP27, on peut lire que selon les hypothèses sous-jacentes, si l'on respecte les contributions déterminées au niveau national ou NDC (acronyme anglais), la hausse de température au XXI^e siècle se situerait entre 2,1 et 2,9 °C, mais qu'elle pourrait se poursuivre au siècle prochain.

Mais revenons à l'embellie évoquée par le ministre. Évidemment, si les États se décarbonaient à vitesse grand V, la hausse de température planétaire serait limitée et n'atteindrait pas, par exemple, le seuil de 5 degrés. Mais était-ce différent en 1990 ou 2010? Bien sûr que non. Pour un même engagement général, pour une même trajectoire d'émissions, on a la même prévision... pourvu que les émissions de GES déjà cumulées soient les mêmes. Le hic ici, c'est qu'elles ne sont plus les mêmes parce que nous avons continué à émettre des GES. Si l'humanité avait commencé trente ans plus tôt à réduire ses GES, nous aurions un budget (quantité disponible de GES à émettre) deux fois plus grand pour ne pas dépasser le seuil des 2 degrés. Pour la cible de 1,5 °C, c'est maintenant devenu impossible de l'atteindre, à moins qu'un astéroïde massif ne percuté la Terre dans les mois qui viennent et cause le déclin de notre civilisation.

Puisque le temps passe et que notre budget carbone se réduit comme peau de chagrin, nos dirigeants.e.s se fixent des cibles de réductions de plus en plus ambitieuses, mais des cibles sur papier sont-elles pour autant plus garantes d'un avenir meilleur, c'est-à-dire moins chaud?

Sans jouer les mauvais augures, il semble que de mauvais lendemains se préparent.

D'abord, rien n'indique que nous atteindrons les nouvelles cibles de réduction, et ce, pour de multiples raisons: manque de temps, de préparation, de moyens, coûts économiques croissants suite aux catastrophes, possibilité de crises économiques, de conflits armés, etc.

Il faut aussi que notre biosphère tienne la route, que nos écosystèmes continuent de pomper du carbone, et finalement, il faut que les points de bascule déjà atteints et ceux des décennies à venir ne viennent pas bousiller tous nos plans de réduction et d'adaptation. Nos modèles climatiques tiendront-ils aussi la route?...

Du meilleur ou du pire?

On pourrait déterminer le scénario socio-économique le plus avantageux qui tient compte des NDC, mais même ce meilleur scénario entraînera nécessairement des bouleversements majeurs sur notre quotidien. Il pourrait même occasionner des hausses de température plus grandes que prévu. Selon [Carbone 4](#), "*une dérive climatique de +4 °C à la fin du siècle n'est pas improbable et, dans une logique de précaution, il est indispensable d'anticiper un tel niveau de réchauffement.*"

En ces temps prodigieusement dangereux pour l'avenir de tous, le ministre Guilbault devrait parler avec franchise, sincérité et rigueur. Oui, nous sommes dans la 6^e extinction de masse, et oui, il faut fermer le robinet des énergies fossiles. Oui, il faut revoir notre économie afin qu'elle devienne écologique et collective. Oui, en Égypte, à Montréal, à Bruxelles, ou à Washington, il est déjà trop tard et il nous faut donc agir en grande intelligence. C'est cela qu'il nous faut entendre et non pas que la situation s'est améliorée parce qu'elle pourrait être pire, ou encore que la technique nous sauvera.

Qu'on se le dise, la situation n'a jamais été pire qu'aujourd'hui et il faut plus que jamais en être conscients. L'heure n'est plus au "ça va bien aller..."

On ne peut rien contre la physique. D'Arrhenius à Suzuki et Reeves, en passant par des centaines d'autres scientifiques, on a préféré ne pas les écouter.

Maintenant, il nous faut entendre de la bouche du [secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres](#), que "*L'humanité est devenue une arme d'extinction massive.*" Une vérité de La Palice, serais-je tenté de dire.

Lire :
Urgence climatique et biodiversité (1^{ère} partie)
NE NOUS LAISSONS PAS
ROULER DANS LA FARINE